

18 avril 2015

La lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures **Un bilan d'étape pour résoudre la « discordance des temps »**

Entre la manifestation marche-climat du 11 avril et les « perturbations » annoncées du premier mai sur fond de recul (ou est-ce une pause?) de la lutte étudiante, on trouve l'espace de la réflexion. Tant les réunions du Conseil central du Montréal-métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) du premier avril¹ que l'assemblée d'Offensive syndicale du 8 avril ont produit une ample matière brute à décortiquer.

Les binômes dialectiques à analyser et à articuler ne manquent pas. On est d'abord frappé par la « *discordance des temps* » (Daniel Bensaïd) tant entre le mouvement étudiant et syndical qu'au sein de celui-ci entre le secteur de la santé et des services sociaux et celui de l'éducation, au sein surtout du premier entre les employés généraux et les professionnels, au sein du second entre le post-secondaire et le primaire-secondaire, finalement entre le secteur public et celui privé. Cette discordance est traversée par la tension légalité / illégalité qui recoupe sans y correspondre celle entre négociations / concertation et affrontement / combativité. Ces couples dialectiques en recourent d'autres comme les rapports entre lutte contre l'austérité (et les hydrocarbures) et celle pour la convention collective, ceux entre renverser le régime d'austérité et s'en tenir à (une liste) de(s) revendications dussent-elles être rassembleuses. Ces derniers rapports posent la question de l'horizon de la lutte, court terme ou long terme? Enfin demeure la tension devenue très visible tant dans le mouvement étudiant que celui syndical entre directions et bases.

Après la marche action-climat du 11 avril, le grand relais du premier mai

L'écrasante majorité des commentaires entendus dans les grands médias, dans la mesure où ils sont sympathiques à la lutte contre l'austérité, conseillent un report à l'automne unissant les mouvements syndical et étudiant. Qui dit qu'une défaite étudiante marquée par un *backlash*, qui pointe du nez, créerait les conditions d'une reprise de la lutte étudiante à l'automne et non pas une crise majeure du mouvement étudiant? Qui dit que la direction du Front commun veut d'une grève sociale, à bien distinguer de sporadiques journées de grèves en appui aux négociations, à l'automne ou plus tard²? Ce pseudo conseil amical s'apparente à recommander l'abandon de la lutte. S'il faut envisager la lutte automnale, ce qui tombe sous le sens, ce ne peut être que comme continuation de celle printanière si ce n'est estivale... car il n'y a que les profs qui sont en vacances durant l'été comme l'a fait remarquer un militant du secteur privé. Un printemps chaud prépare un automne chaud comme l'a souligné un militant du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

On ne peut donc esquisser une mobilisation du premier mai qui soit marquée par un important mouvement gréviste accompagné de grandes manifestations et de perturbations mémorables. Par la base, sans signal d'encouragement venu de la direction même si celle-ci les appuie passivement, au moins une dizaine de syndicats de professeurs de cégeps, principalement hors de l'Île de Montréal, déclencheront une grève sociale le premier mai³. En parallèle, feront de même les garderies familiales affiliées à la CSN dans le cadre de la négociation de leur propre convention

1 Mon site web : [Le président de la CSN se fait passer un savon magistral](#), 4/04/15

2 Robert Dutrisac, [Pas de grève imminente dans le secteur public](#), Le Devoir, 1/04/15 : « "Ce qu'on veut avant toute chose, c'est de négocier de bonne foi", a fait valoir Daniel Boyer [président de la FTQ]. [...] Un report "jusqu'à l'automne ou jusqu'à l'année prochaine si on continue à négocier de bonne foi, moi, je n'ai aucun problème [avec ça]", a-t-il ajouté. »

3 Laurence Houde-Roy, [Des enseignants de cégep en «grève sociale» le 1er mai](#), Métro-Montréal, 9/04/15

collective⁴. À sa manière, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) y participera⁵ de même que plus d'une centaine d'organisations populaires⁶. Encore un petit coup de cœur — allô le secteur de l'éducation secondaire⁷ — et on y sera malgré l'Intersyndicale du Montréal-métropolitain qui, en faveur de piquetages locaux et de perturbations minoritaires, laisse tomber sa manif du premier mai qui, pour une fois, aurait pu être autre chose que rituelle⁸.

Une discordance des temps fabriquée par les directions syndicales

Pour plusieurs commentateurs bien intentionnés, le mouvement étudiant se serait activé trop tôt, mal préparé⁹ et contre des cibles trop larges, soit l'austérité et les hydrocarbures. Sans doute aurait-il fallu s'écraser devant la « thérapie de choc »¹⁰ du gouvernement des Libéraux, subir sans forte riposte leurs deux budgets super austérité¹¹ et leurs lois 10 et 20 saupoudrés de bâillons parlementaires. Chapeau au mouvement étudiant qui, au nom de tout le peuple québécois, a su opposer une grève de plusieurs dizaine de milliers d'étudiantes, plus de cent mille à l'occasion de la grande manif du 2 avril, grève préparée depuis l'automne chaud 2014 où l'ASSÉ, associée avec la Coalition mains rouges, avait mobilisé le 31 octobre une cinquantaine de mille personnes dans le cadre d'une grève d'une journée de 80 000 étudiantes¹². Cette mobilisation, débordant sur leur gauche les directions syndicales, les avait obligées à rappliquer le 29 novembre avec une manifestation encore plus imposante. Après avoir damé le pion à la Coalition mains rouges et à l'ASSÉ, intégrées dans la grande coalition « Refusons l'austérité », les directions syndicales se sont assises sur leurs lauriers empêchant une escalade gréviste attendue au retour des Fêtes par la militance syndicale et espérée par les tenants de Printemps 2015.

Comme l'ont presque crié des militantes du CCMM-CSN à la face du président de la CSN lors de l'assemblée générale du premier avril : « *Les étudiants se sentent seuls. Les syndicats sont peu présents [...] Il y a eu quelque chose le 29 novembre [manif de 100 000 personnes à Montréal, 25 000 à Québec], rien après. On a questionné le "pas de grève avant l'automne". C'est très démobilisant. [...] On a besoin d'un leadership. Autrement, on se sent isolé. [Le mot d'ordre] de grève sociale doit aussi venir d'en haut.* » Un participant à la coordination de « Refusons l'austérité » a révélé que la suite du 29 novembre annonçait un premier mai gréviste et massif mais que le maraudage entre centrales, d'abord prévu par la loi 10 en février, a servi d'excuse pour temporiser. Le fait qu'il soit maintenant prévu en septembre n'annonce pas un automne

4 Patrice Bergeron, [Les garderies familiales affiliées à la CSN en grève le 1er mai](#), La Presse, 8/04/15

5 FFQ, [La FFQ en grève le 1er mai 2015](#), 9/04/15

6 Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), [Grève le 1er mai: plus d'une centaine de groupes membres du MÉPACQ ont un mandat](#), 7/04/15

7 La Fédération autonome de l'enseignement (FAE), qui syndique les enseignantes du primaire et secondaire de la Commission scolaire de Montréal et de quelques autres commissions scolaires, a décidé de suspendre sa participation aux activités extracurriculaires (Philippe Orfali, [Des profs en moyen de pression](#), Le Devoir, 16/04/15). N'est-ce pas style corporatif combatif je-me-fous-des-alliés tels les parents et les élèves? Ne vaudrait-il pas mieux une grève illégale d'une journée le premier mai que ce boycott légal?

8 Pour compenser, le matin du premier mai, la Coalition mains rouges organisera sa propre « manif-action » tandis que le soir aura lieu la traditionnelle manif anticapitaliste à laquelle invite la CCMM-CSN qui s'est vu forcée la main par son assemblée générale du premier avril.

9 Pierre Beaudet et Robert Deschambault, [Dans l'épreuve se renforcer](#), Presse-toi-à-gauche, 14/04/15 : « *D'autant plus qu'à l'époque [printemps 2012], les militants et militantes de l'ASSÉ avaient bien pris soin, pendant plusieurs longs mois, de préparer leurs actions et de sensibiliser leurs bases. Ce n'est pas pour dire qu'on a rien fait en 2015, mais visiblement, il n'y a pas eu cette longue accumulation de forces capable de soutenir un mouvement de durée. [...] On aboutit alors à des actions prématurées ou trop en avance, et qui se retrouvent comme dans les dessins animés à dépasser la falaise et à se retrouver au-dessus du vide...* »

10 Coalition mains rouges, [Mesures d'austérité annoncées depuis avril 2014](#)

11 Robert Dutrisac, [L'équilibre aux dépens de la santé et de l'éducation](#), Le Devoir, 27/03/15

12 Coalition mains rouges, [Des milliers de personnes dénoncent les attaques anti-sociales et revendiquent une meilleure redistribution de la richesse](#), Site web de la Coalition, 2/11/15

chaud d'autant plus que la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), représentant la majorité des professeurs de cégeps, n'avait pas encore envoyé, au début avril, ses avis de grève au gouvernement ce qui doit se faire maintenant pour faire une grève légale à l'automne. Les directions syndicales, naviguant entre la colère de leurs membres et l'intransigeance gouvernementale, invitent le gouvernement à régler durant l'été tout en retardant la mise en branle du processus de grève laquelle sert de menace¹³. La lutte contre l'austérité? Oubliée car les compromissions réclament la paix sociale. Oui, il y a bien une discordance des temps entre le mouvement étudiant et celui syndical. La responsabilité principale en incombe de loin aux directions syndicales auxquelles fait face une militance syndicale sans auto-organisation.

Visa l'austérité, tua la convention collective

Les directions syndicales freinent la mobilisation en manipulant habilement des problèmes réels qui font débat au sein du mouvement. Celles-ci, tout en canalisant, grâce à leur hégémonie dans la coalition « Refusons l'austérité », la lutte contre l'austérité vers une épuisante guérilla sans fin ne conduisant pas à la guerre de classe, mettent de l'avant, au sein du Front commun, la solution de la convention collective du secteur public... dans un cadre légal. La tactique fait appel au précédent de 2010 ou, à défaut, de 2005. D'abord retarder aux Calendes grecques le déclenchement de toute grève de type générale ou sociale en jouant à fond le légalisme tout en retardant au maximum le processus. Miser sur le légalisme a aussi l'avantage, pour les bureaucrates, de scissionner en deux grandes parties les syndicats du secteur public, d'un côté le secteur de l'éducation qui n'est pratiquement tenue qu'au respect de certains délais et de l'autre celui de la santé et des services sociaux qui est étranglé par une loi des services essentiels très restrictive pour ces secteurs qu'elle oblige à maintenir 90% des services dit normaux pour la santé et 60% pour les services sociaux¹⁴.

La loi des services essentiels est le point d'orgue de toute une série de lois spéciales niant en pratique le droit de grève du secteur public :

« Loin d'être des interventions ponctuelles et conjoncturelles ayant une portée limitée, les lois spéciales au Québec forment un ensemble cohérent de mesures dont les effets ont été structurants sur la gestion des conflits de travail. [...] Pendant la décennie qui suit l'adoption du Code du travail [1964], les gouvernements du Québec auront recours à 11 lois d'exception afin de suspendre le droit de grève, d'obliger le retour au travail et d'imposer les termes des conventions collectives. [...]

« ...un tournant survient en 1982 quand le gouvernement du Parti québécois décrète l'ouverture des conventions collectives des enseignants des cégeps et des écoles primaires et secondaires, impose des baisses salariales de 20 % et modifie les régimes de retraite. Les enseignants déclenchent une grève illégale de deux semaines, puis le gouvernement adopte la loi 111 en février 1983. "Cette loi particulièrement répressive, qui n'a pas d'équivalent ailleurs au pays, suspend l'application de la Charte des droits et des libertés, autorise le congédiement d'enseignants qui refusent de retourner au travail et impose des amendes salées aux organisations syndicales, aux officiers syndicaux et aux simples grévistes", rappelle Martin Petitclerc. De plus, les enseignants peuvent perdre trois années

13 Marco Bélair-Cirino, [Une grève générale sur la table à l'automne](#), Le Devoir, 17/04/15 : Les directions syndicales veulent « "forcer le jeu pour que le gouvernement nous prenne au sérieux" [le président de la FTQ] « [Cela dit], "on est prêts à négocier de bonne foi avec le gouvernement. Il faut qu'il manifeste lui aussi son désir de négocier de bonne foi" [porte-parole de la SPIQ] "Les offres actuelles du gouvernement sont carrément inacceptables [voire] insultantes", dit la vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Francine Lévesque. "Elles ont soulevé l'indignation chez nos membres." [...] D'ailleurs, les employés de l'État rééquilibreraient le "rapport de force" en faveur de leurs représentants syndicaux aux tables de négociations simplement en leur octroyant un mandat de grève, indique-t-il. Face à l'intransigeance de M. Coiteux, "il faudra exercer un certain rapport de force... que ça aille jusqu'à la grève ou non", dit le président de la FTQ. [...] Ils devront préalablement se plier à une médiation de deux mois, attendre le rapport du médiateur [...] Pour l'instant, les acteurs du Front commun s'abstiennent de réclamer l'entrée en scène d'un négociateur. »

14 François Legras, [La loi 160: une arme nécessaire selon la cour d'appel du Québec](#), World Socialist Web site, 9/11/98 : la première partie de cet article issu d'un groupe d'extrême gauche explique clairement la portée intimidante de la loi des services essentiels.

d'ancienneté par jour de grève et ne peuvent pas tenir des lignes de piquetage et des manifestations sur les terrains des établissements. [...]

« En 1986, après deux journées de grève non consécutives des infirmières, le gouvernement libéral vote la loi 160 afin d'assurer le maintien des services essentiels dans les secteurs de la santé et des services sociaux. La Cour d'appel du Québec confirme sa validité en 1998. Les infirmières en subissent les conséquences lors de leurs grèves de 1987 et de 1999. "Cette loi, dont les sanctions sont encore plus sévères que celles de la loi 111, exige que 90 % des infirmières soient présentes au travail en cas de grève pour assurer les services essentiels, note Martin Petitclerc. Les infirmières ont démontré que les hôpitaux, même en temps normal, étaient incapables d'assurer un tel taux de présence."

« Plus récemment, en 2005, le gouvernement libéral a adopté une loi spéciale dans le secteur public qui imposait les conventions collectives avant même qu'une grève ne soit déclenchée. En 2012, les libéraux imposent une autre loi spéciale pour mettre fin, cette fois, au conflit étudiant. [...] Selon Martin Petitclerc, l'histoire des lois spéciales témoigne d'une logique d'exceptionnalisme permanent. "Les lois spéciales, véritables épées de Damoclès, sont désormais perçues comme des mécanismes normaux de gestion des conflits dans la société." »¹⁵

Au rapport entre austérité et convention collective divorcé par le légalisme, les militants syndicaux répondent : *« C'est la même lutte. [...] J'ai l'impression que pour les négos, on veut régler à l'automne ou avant. Il faut revenir à la lutte contre l'austérité, aller chercher un mandat de grève pour le premier mai. Une grève d'un jour est un risque mesuré »*. À la peur de l'illégalité, les militants syndicaux répondent *« La grève illégale? On est la CSN. Souvenons-nous de [la grève de l'amiante] de Thedford Mines¹⁶. [...] Une grève efficace [dans le secteur public] devient illégale. »* Mais franchir le seuil de la peur requiert une totale confiance dans la direction de la grève. Peut-on avoir confiance dans les directions syndicales?

Une caste privilégiée, entre le marteau et l'enclume, condamnée au grand écart

Le matraquage à coups de lois spéciales a renforcé le légalisme des directions syndicales : *« À la suite de quoi, Jacques Rouillard n'a d'autre choix que de constater que les syndicats défont de moins en moins la loi, eux qui ont été les principales victimes des foudres légales en posant des gestes plus ou moins délinquants dans le courant de l'histoire »¹⁷*. Mais il est bien embêtant pour les directions syndicales de devoir capituler en rase campagne. Pour conserver leur statut de caste ou couche privilégiée prise en sandwich entre le patronat et leur gouvernement, qui exigent d'elles le maintien de la « paix sociale », et leur base dont elles doivent conserver la confiance, les directions syndicales doivent maîtriser l'art de la manœuvre et du discours tordu, surtout en ces temps néolibéraux où les bourgeoisies des pays du vieil impérialisme doivent imposer une dure austérité pour rester compétitifs sur le marché mondial imposant la norme asiatique. Il devient alors difficile de céder systématiquement à des lois spéciales sans remettre en cause la crédibilité même du syndicalisme d'où le danger de la désyndicalisation, auquel le Québec parvient toujours à échapper, et à terme, la perception à la source de la cotisation syndicale même pour les non-syndiqués de l'unité de travail parce qu'ils bénéficient de la convention collective (formule Rand au sein de l'atelier fermé).

Reste à donner un air de compromis honorable à la capitulation et à appeler victoires des défaites. Cette grande pirouette nécessite de transformer, au niveau du discours, les rapports antagoniques de classe en rapports de « partenariat social » de sorte à jeter la confusion dans les esprits prolétariens. Ce tour de force, les directions syndicales, avec la connivence de leurs alliés du PQ, l'ont réalisé lors du Sommet socio-économique de 1996¹⁸. Ce sommet visait à effacer des esprits le souvenir du Front commun de 1972, pourtant un exemple extrême de partenariat social malgré

¹⁵ Claude Gauvreau, [Des lois très spéciales](#), ActualitésUQÀM, 7/04/14

¹⁶ Wikipédia francophone, [Grève de l'amiante](#)

¹⁷ Réginald Harvey, [Lois spéciales - Du « cadenas » aux casseroles](#), Le Devoir, 2/06/12

¹⁸ Ghislaine Raymond, [Le « partenariat social », une stratégie perdante](#), Nouveaux cahiers du socialisme, 4/06/12

la légende urbaine qui l'entoure¹⁹, pour préparer le terrain à de drastiques coupures dans les services publics réalisées par le gouvernement Bouchard sans coup férir, puis d'importantes baisses d'impôt réalisées par le gouvernement Landry sans opposition. Par la suite, pour réduire les salaires, compte tenu de l'inflation, des employés de l'État, le gouvernement Charest ne fit pas confiance au partenariat social, trop identifié au PQ, malgré les immenses signaux de bonne volonté des directions syndicales. D'où la loi spéciale de 2005 entraînant une capitulation sans combat pavant la voie à la fondation de Québec solidaire comme parti des urnes délaissant stratégiquement la rue tout en l'appuyant tactiquement. Plus expérimenté en 2010, et bénéficiant de la pression de la crise économique sur les troupes syndicales, le Parti libéral réussit à conclure à la va-vite avec les directions syndicales une entente pourrie astucieusement masquée²⁰.

La souveraineté des assemblées générales

La dichotomie étudiant-syndicat et celle, intra-syndicale, éducation-santé et services sociaux pour cause essentiellement de lâchage des directions syndicales entraîne un délétère effet de retour fait de violence policière, d'injonctions et d'expulsions auxquelles répondent vandalisme et intimidation qui n'aident pas la cause. Il va falloir un dynamique premier mai pour effacer tout ça et passer le relais au retour des vacances... à moins d'une heureuse escalade permettant une grève reconductible précipitant l'épreuve de force pour laquelle il faut toujours être prêt. Car on ne sait jamais ni le lieu ni l'heure tellement la colère est grande malgré la faillite des directions même étudiantes, manifestation cuisinées par les directions syndicales au sein de la coalition « Refusons l'austérité », ce qui rappelle le sommet gouvernement-étudiant-syndicat du début mai 2012 où le cognage de tête à huit-clos avait momentanément eu raison de l'inexpérience étudiante²¹. Une chose était de soumettre la discussion stratégique à l'assemblée générale de l'ASSÉ, une autre était de recommander d'avance le report à l'automne. Le congédiement de cette direction, même si la manière fut un peu forte, était mérité... et un exemple pour les assemblées générales syndicales qui n'osent pas congédier les directions bureaucratiques.

L'enjeu de la démocratie syndicale reste crucial pour livrer bataille avec quelque chance de succès, encore plus maintenant qu'en 2005 et 2010. La bataille de la convention collective n'étant qu'un aspect de celle contre l'austérité, elle nécessite un affrontement politique généralisé d'où la nécessité du mot d'ordre de « grève sociale ». Son auto-limitation ne peut mener qu'à une défaite sous forme au mieux de compromis boiteux, « consenti » comme en 2010 ou forcé comme en 2005. Les demandes syndicales du Front commun donnent la priorité à la question salariale. Même si cette question a sa place dans la lutte contre l'austérité, surtout pour les travailleuses de la santé et du soutien ce que minimisent souvent les syndicats de professionnels et de professeurs²², elle ne peut se substituer à celles prioritaires des coupures, de la tarification et des privatisations susceptibles de souder le secteur privé au secteur public, le monde du travail à celui de la consommation. À ce niveau, manque d'ailleurs au Québec une lutte pour un salaire universel décent (*living wage*) comme aux ÉU (15\$ l'heure) et partiellement au Canada anglais. Comme les bureaucraties syndicales ne veulent en aucun cas de cet approfondissement, sauf poussé dans le dos les deux pieds sur les freins, la souveraineté des assemblées générales en devient impérative pour battre l'austérité.

Battre l'austérité c'est renverser le gouvernement... allô Québec solidaire

19 Marc Bonhomme, Le paragraphe « En 1972, la bureaucratie syndicale sauve la bourgeoisie d'une menace à son pouvoir » dans [Québec : un printemps érable prolétarien en vue ? – De la grand manif du 29 novembre à la « grève sociale »](#), ESSF, 16/11/14

20 Mon site web, [L'entente pourrie Front commun—gouvernement](#), 24/09/10

21 Wikipédia francophone, Le paragraphe « Rejet de l'entente de principe et démission de la ministre de l'Éducation » dans l'article [Grève étudiante québécoise de 2012](#), consulté le 15/04/15

22 Mon site web, [Certes, ne pas rééditer le Front commun raté de 2010 – Pour ce faire, ne pas oublier et mobiliser les bas salariées](#), 13/08/14

Battre l'austérité équivaut à renverser le gouvernement des Libéraux sans lui substituer ceux de la CAQ ou du PQ qui auraient la même politique. Tous les pays du vieil impérialisme, encore plus ceux qui comme le Québec ont les politiques sociales les plus généreuses dans leur respective zone monétaire (Canada) ou de libre-échange (ALÉNA), sont condamnés, à moins d'une remise en question du capitalisme, à la course au fond du baril pour pouvoir contrer la compétition de la norme asiatique dictée par le marché global où les transnationales imposent une division mondiale du travail²³.

Cette réalité interroge Québec solidaire dont la seule réponse consiste à dénoncer à qui mieux mieux et à appuyer les luttes sous la houlette des directions syndicales en attendant l'élection de 2018. Après trois ans d'austérité garantie, sa victoire électorale — un gros si — signifierait le plan « Sortie du pétrole » financé par le capital financier, qui exigerait en contre-partie la continuation de l'austérité (et sans doute un taux d'intérêt incluant une bonne prime de risque) et une angélique Assemblée constituante sans « turbulences » (Pauline Marois) ni « trous noirs » (Jean Charest). Là aussi, tout comme dans le mouvement syndical, les assemblées générales à tous les niveaux devront sévir pour exiger un tournant de promotion de la « grève sociale » ouvert sur une prise de pouvoir de la rue, débouchant sur une indépendance expropriatrice du capital financier pour réaliser le plein emploi écologique. Difficile de déloger le gouvernement pour en finir avec l'austérité sans une telle perspective.

Pour le regroupement des partisans de la grève sociale toutes et tous ensemble

La réorientation du mouvement syndical vers la grève sociale aboutira difficilement sans la construction d'une opposition interne au sein du mouvement syndical prête à affronter et à remplacer la direction imbue de paix sociale et surtout prête à s'en remettre à la souveraineté de l'assemblée générale. Offensive syndicale est certainement la prémisse de cette opposition en autant qu'elle dépasse le stade d'une conférence mensuelle si utile soit-elle. La dernière conférence laisse déceler des opinions qui pourraient expliquer cette hésitation, particulièrement de la part des conférenciers par ailleurs favorables à la grève sociale et critique des directions syndicales.

Il y a d'abord cette idée que l'encadrement légal de plus en plus serré du syndicalisme contraigne les directions à jouer un rôle obligé de médiation. Ce rôle nécessiterait d'épuiser le processus légal avant de recourir à la grève illégale comme si on pouvait ignorer l'événement qui rompt la routine, par exemple le déclenchement d'une grève de 24 heures ou encore pour rejoindre un mouvement gréviste déjà en cours. Ce légalisme contraint pourrait-il être corrigé le moment venu par une pression d'en bas conduisant à la radicalisation des directions telle celle des manifestes du début des années 1970? C'est là confondre la radicalisation du discours avec l'action radicale, contradiction qu'a démontré la collusion gouvernement-directions, même en prison, lors de la grève illégale de 1972²⁴. Selon cette vision de procrastination, il serait alors possible de construire

23 Il n'en est pas de même pour la politique des hydrocarbures et du Plan Nord. La grande variabilité des prix des matières premières dont témoignent les actuels bas prix, de même que les grands risques financiers et écologiques de l'exploration-exploitation, divisent le patronat. Le préjugé favorable de la bourgeoisie canadienne et québécoise pour l'exploitation prioritaire des ressources naturelles ne s'explique que par une capitulation manufacturière (ex. déboires de Blackberry, Magna, Bombardier, SNC-Lavalin, Cirque du soleil) face à la compétition asiatique et à celle de la zone ALÉNA. [L'alliance SWITCH](#), où collaborent Équiterre / Fondation Suzuki / CSN avec le Conseil du patronat et consorts, laisse voir la face cachée d'une politique industrielle alternative soi-disant pétrie de vert. La récente souque à la corde autour des crédits d'impôt en faveur des secteurs de pointe laissent voir les tensions au sein de la bourgeoisie. Face à l'adversité économique et à une levée de boucliers populaire, on ne peut exclure un changement de politique à la mode, par exemple, de l'Europe nordique... dont toutefois l'austérité demeure le fondement.

24 Une direction bureaucratique est capable d'initiative radicale quand l'existence de l'appareil syndical est en jeu. Le cas classique est le déclenchement rapide de la grève générale contre le putsch de Kapp ([wikipédia francophone](#)) en mars 1920 en Allemagne prenant de cours les révolutionnaires et dont le but

un syndicalisme de combat seulement à partir de la base, par exemple en se coalisant dans des intersyndicales, sans trop se soucier des directions syndicales qu'il ne faudrait pas au départ surestimer et qu'on pourrait rallier le moment venu. De ce *basisme* dérive l'idée que le secteur de l'éducation post-secondaire n'a pas à attendre le secteur de la santé, idée qui n'est pas très loin du corporatisme combatif de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

On serait tenté de répondre que nul doute le rassemblement régional et intersyndical est une voie à suivre et que la discordance des temps ne doit pas servir d'excuse à la passivité. De là à affirmer qu'il faut faire fi des directions syndicales et des secteurs retardataires²⁵, il y a un pas à ne pas franchir. Le succès d'une grève sociale suppose d'aboutir par escalade à une mise en œuvre toutes et tous ensemble approximativement au même moment pour paralyser l'État et se poser en alternative, ce qui implique une direction unique clairement définie au sein du camp prolétarien. On n'y arrive pas sans mouvement de va-et-vient entre la base et le sommet, ce pour quoi il faut un sommet qui joue son rôle de rassemblement de l'information et de son analyse in vivo pour les concentrer en mots d'ordre et en plan d'action. Il ne s'agit ni d'ignorer ni encore moins de supprimer l'appareil syndical mais d'éliminer la direction bureaucratique par la souveraineté de l'assemblée générale afin de libérer la permanence de sa tutelle et, tout en la réformant dans un sens démocratique, de la mettre au service de la grève sociale.

Regrouper les anticapitalistes pour exproprier la finance vers le plein emploi écologique

Comme on l'a vu, battre l'austérité signifie renverser le gouvernement néolibéral et les trois partis de l'Assemblée nationale pro-austérité et pro-hydrocarbure. Cette lutte est par le fait même fort différente des références victorieuses du temps des « trente glorieuses » (1945-1975) qui jusqu'ici on toujours servi de modèles. Comme alors existaient des marges de manœuvres substantielles, d'ailleurs plus politiques qu'économiques étant donné l'impétuosité des mobilisations d'émancipation sociale et de libération nationale dans le sillage de la Deuxième guerre mondiale, la méthode pour mobiliser consistait à avancer des réformes souvent audacieuses contre une bourgeoisie sur la défensive. La réaction néolibérale a inversé ce processus lequel, contre toute attente, s'est renforcé à l'occasion de la « grande récession » de 2008-10 se prolongeant dans l'actuelle « grande stagnation » dont plusieurs économistes patentés pensent que ce sera la nouvelle donne du moins pour les pays du vieil impérialisme.

La réponse populaire à ce nouvel état des choses, depuis 2011, a été les grands soulèvements arabes et ceux des Indignés / Occupy souvent accompagnés de grèves générales ponctuelles. On a blâmé leurs échecs sur le flou et même l'absence de revendications économique-sociales en faveur d'un changement de régime, quand ce n'était pas tout simplement de personnel politique, et d'une pratique de radicalité démocratique difficilement transposable au grand nombre. Vrai mais c'est ignorer la cause première de ces déficiences : l'absence de parti anticapitaliste crédible avec son orientation, son programme, sa stratégie, son plan d'action²⁶. À moins d'avoir des conceptions anarchistes, ce qui conduit à l'isolement sectaire, s'impose la tâche de proposer une alternative programmatique et organisationnelle aux crises concomitantes de l'emploi, de la

assigné par la bureaucratie était la préservation du statu quo. En 1972 au Québec, la colère de la base était telle que le contrôle de la militance imposait aux directions syndicales d'inviter à défier les injonctions, d'où leur emprisonnement, quitte à se rattraper par la suite pour inviter la base à ne pas défier la subséquente loi spéciale arrêtant la grève illégale qui avait donné lieu à de brèves occupations de villes moyennes et de postes de radio, anticipation spontanée d'un pouvoir politique prolétarien.

25 Toute condescendance envers la FSSS et tutti quanti ne tient pas compte du potentiel de grande combativité de ces femmes, sous-payées, pressurisées et souvent précarisées, une fois mobilisées. La FSSS est comme un paquebot long à s'enligner puis à embrayer plein régime. Mais une fois lancée à toute vapeur dans la bonne direction, ce qui n'a rien d'automatique, c'est une réédition de 1972 qui s'annoncerait. D'autant plus qu'il semble y avoir cette fois-ci un plus grand esprit critique vis-à-vis des directions syndicales qui n'ont rien à voir avec les Michel Chartrand et Marcel Pépin d'antan... à cependant ne pas idéaliser.

26 Voir l'annexe 1 : Un parti pratiquant le centralisme démocratique et non le verticalisme reste nécessaire

distribution de la richesse, de l'écologie, de la démocratie et des rapports nationaux tant au sein du Canada que mondialement.

Avec la disparition de toute marge de manœuvre, la clef de la mobilisation pour vaincre l'austérité devient non pas quelques revendications en fer de lance sur un horizon alternatif lointain mais immédiateté de l'alternative anticapitaliste relayée par un ensemble de revendications, en creux et en positif, dont certaines particulièrement rassembleuses²⁷. Comme potentiel parti anticapitaliste, la nation québécoise s'est dotée de Québec solidaire. Ce parti présent à l'Assemblée nationale et bénéficiant d'une notoriété incontournable avec environ 10% d'appui de l'électorat est anti-austérité et anti-hydrocarbure tout en étant indépendantiste de gauche²⁸. C'est ça de pris et c'est sur quoi les anticapitalistes doivent construire. L'embêtant, comme on l'a vu, c'est le social-libéralisme et l'électorisme du parti.

Encore plus problématique est l'absence en son sein, malgré la présence de « collectifs » trotskistes et radicaux, d'une opposition anticapitaliste réellement existante pourtant présente au sein des partis européens de gauche de la gauche²⁹. Si jamais Syriza arrive à se sortir du cul-de-sac dans lequel l'a coincé sa direction réformiste radical c'est parce que son importante opposition interne anticapitaliste, stimulée par une forte résurgence de la rue tant en Grèce qu'en zone euro, aura pris le dessus. Au Québec, comment une grève sociale réussie pourra-t-elle inverser le rapport de forces dans Québec solidaire sans le relais en son sein d'une combative relève anticapitaliste? Comment même Québec solidaire pourra-t-il porter une grève sociale en se posant comme une alternative crédible si une opposition coriace ne secoue pas les puces de la direction du parti? Faut-il compter sur ce très discret « réseau écosocialiste » qui masque son allégeance au social-libéralisme et à l'électorisme du parti par un anticapitalisme purement idéologique³⁰?

Marc Bonhomme, 18 avril 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

27 Une de celles-ci, de plus en plus populaire, est la réforme fiscale des 10 milliards \$ proposée par la Coalition mains rouges et reprise par le mouvement étudiant mais non celui syndical et qui a fait l'objet de l'attention de Radio-Canada ([Austérité : les propositions des étudiants sous la loupe](#), 2/04/15)

28 Voir annexe 2 : Tentative de *Socialist Project* pour faire déraiper la lutte pour l'indépendance du Québec

29 On trouvera une discussion plus approfondie de Québec solidaire, particulièrement en comparaison de Podemos et de Syriza, sur mon site web : [Un parti axé sur la lutte sociale ou populiste électoraliste](#), 31/03/15

30 Lors de la manifestation Action-climat de Québec, cette organisation a (enfin) distribué [un tract](#) distinguant « [l]es mouvements écologistes [qui ne] peuvent [que] bloquer certains projets et [que] ralentir cette machine infernale » de « Québec solidaire [qui] est le seul parti politique québécois à mettre de l'avant un plan pour sortir du pétrole et à mettre de l'avant la nécessité de dépasser le capitalisme. » Même s'« [i]l n'y pas de solution capitaliste à la crise climatique » dit-il, pas un mot sur le recours au capital financier pour financer ce plan par ailleurs déficient et encore moins sur la nécessité de son expropriation, non plus que de celle des pétrolières installées au Québec, de l'industrie éolienne et des centrales hydroélectriques privées. Comment « les plus grandes mobilisations [qui] n'arriveront pas à renverser la tendance au réchauffement planétaire si elles n'aboutissent pas à un projet de transformation de nos infrastructures et de notre modèle économique » vont-elles provoquer « un changement politique majeur »? Comment « dépasser le capitalisme » pour y arriver? Par « l'action parlementaire et électorale de Québec solidaire »? Vaut mieux compter sur les « grandes mobilisations » partie prenante d'une grève sociale dont le tract ne dit mot. Ce sont ces « grandes mobilisations » qui ont le potentiel d'arrêter les hydrocarbures et d'exproprier les banques pour créer le plein emploi écologique.

Annexe 1 : Un parti pratiquant le centralisme démocratique et non le verticalisme reste nécessaire

Pierre Beaudet affirme qu' « [a]ujourd'hui pour plusieurs raisons, cette idée du « parti » [...léninien [...] ultra-centralisé, ultra discipliné, ultra militarisé...] n'est plus valide [sauf] dans des conditions où la militarisation et la violence envahissaient l'espace politique... » Pourquoi? « De prime abord, les luttes de classes dans leur multi-dimensionnalité se sont "dispersées" dans le tissu social en une myriade de conflictualités, de mouvements, de mobilisations. Le prolétariat de la classe ouvrière industrielle est devenu le "prolétariat-multitude" [...] Alors faut-il un "parti" aujourd'hui ? Bien évidemment que oui. Est-ce un "parti" sous la forme qu'on l'a vécu à l'époque de Lénine ? Bien évidemment que non. Est-ce qu'on voit cela ? Peut-être que oui. Cela s'appelle le Mouvement pour le socialisme (Bolivie), Syriza (Grèce), Québec Solidaire... »³¹

Pour Pierre Beaudet, « [Le parti] n'est ni unique, ni mené par une structure pyramidale (le « centralisme démocratique) ». C'est là confondre centralisme démocratique, un mouvement dialectique de va-et-vient entre base et sommet, et verticalisme, un mouvement à sens unique du sommet vers la base... qui pour être efficace sait s'accommoder de consultation de la base sans droit à la décision. Faisant fi de la stalinisation contre-révolutionnaire du Parti bolchevique ayant réduit le centralisme démocratique à sa caricature verticaliste, Pierre Beaudet reste aveugle au verticalisme des Syriza, Podemos et Québec solidaire³² qu'il voit comme les miroirs inversés, démocratiques, des partis « marxistes-léninistes ».

Il croit que ce type de parti « aide les masses à synthétiser ce qu'elles sont prêtes à accomplir [...] parce qu'il participe, avec d'autres entités, à la fabrication d'un consensus... » Il ne comprend pas que la synthèse requise est l'amarrage contradictoire du « sens commun » intériorisé par le matraquage de l'idéologie dominante dont les moyens ont été démultipliés depuis l'époque de Lénine, sans compter la perversion du consumérisme, avec la théorie révolutionnaire aux milles visages concentrant les acquis d'une la lutte de classe de plus en plus complexe. Loin de produire un consensus, qui ne peut être imposé que par le verticalisme venu du sommet de la pyramide au mépris du débat démocratique, cette synthèse contradictoire génère une confrontation des idées tant à l'intérieur des partis, d'où la nécessité des tendances, qu'entre les partis se réclamant de gauche.

Seul un/des parti/s par le processus du centralisme démocratique ont une chance raisonnable de faire aboutir une indispensable unité d'action qui soit assez solide, donc consenti après débat et non pas imposé à la hussarde, pour renverser le capitalisme.

Annexe 2 : Tentative de Socialist Project pour faire dérapier la lutte pour l'indépendance du Québec

Le regroupement « Socialist Project » du Canada anglais semble vouloir profiter d'un débat en Catalogne dans la gauche anticapitaliste pour encourager subliminalement la gauche québécoise à remettre en question la lutte pour l'indépendance³³. L'enjeu du débat serait une alliance avec Podemos catalan lors des prochaines élections lesquelles pourraient avoir un caractère référendaire invitant à une alliance interclasse à la PQ dirigée par la droite catalane.

Comme Gauche anticapitaliste est membre fondateur de Podemos, on a envie de répondre que serait plutôt nécessaire un débat vigoureux au sein de Podemos qui ne soutient pas la lutte pour l'indépendance catalane, malgré un immense mouvement populaire en ce sens, pour cause de chauvinisme espagnol électoralement payant. Idem pour la gauche anticapitaliste canadienne-anglaise dans les discussions qui se tiennent depuis le Forum social pan-canadien de l'été dernier pour former un parti radical de gauche pan-canadien incluant la gauche anticapitaliste québécoise.

Tant une connaissance sommaire de l'histoire de la formation de l'État canadien³⁴ que l'intensité du *Quebec bashing* bloquant toute unité prolétarienne pan-canadienne au sein de l'État fédéral fait de la lutte pour l'indépendance du Québec, et pas seulement pour son droit à l'autodétermination, la clef de voûte de toute rupture anticapitaliste tant au Québec qu'au Canada.

31 Pierre Beaudet, [Relire Lénine – Retour sur le parti, le socialisme, l'Etat, l'internationalisme, la méthode](#), ESSF, 18/10/14

32 Voir la note 29

33 Richard Fidler et Josep Maria Antentas, [Podemos and the Catalan Independence Process](#), The Bullet, 3/04/15

34 Marc Bonhomme, Paragraphe « La centralité stratégique de la question nationale québécoise au Canada » dans [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#), ESSF, 2004